**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 JUIN 2018**

Présents : Marie-Christine FRACHON, Joël RONDET, Anne DELEZENNE, Bernard DOIDY, Anne-Lise VERBRUGGEN, Alain DAVID, Véronique CHENAVER, Raphaëlle ROSSI, Yann MOINE.

Excusés : Maurice VIAL (pouvoir à Bernard Doidy), Mickaël OUDOT (pouvoir à Marie-Christine Frachon), Sandra MAUGER, Hélène LAUSENAZ, Delphine BORELLA

Absent : Cédric BOURGEY.

Secrétaire de séance : Anne DELEZENNE.

Objet : Fusion du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Bourbre (SMABB) et du Syndicat Intercommunal des Marais de Bourgoin-Jallieu (SIM)

L'article L.5212-27 du Code Général des Collectivités territoriales indique que des syndicats de communes et des syndicats mixtes peuvent être autorisés à fusionner dans les conditions fixées par cet article.

Le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Bourbre (SMABB), syndicat mixte ouvert, et le Syndicat Intercommunal des Marais de Bourgoin-Jallieu (SIM), syndicat intercommunal à vocation unique dont le périmètre est inclus en totalité dans celui du SMABB, ont souhaité engager une procédure de fusion conformément à ce même article.

Le Syndicat des Marais de Bourgoin-Jallieu est un syndicat intercommunal à vocation unique regroupant 21 communes, totalement incluses dans le périmètre du SMABB.

Le SIM est propriétaire de 226 hectares le long des berges de la Bourbre et du Catelan et de 93 hectares de canaux. Il assure à ce titre la gestion de ce patrimoine public et emploie cinq agents.

Le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Bourbre (SMABB) est un syndicat mixte ouvert regroupant 73 communes, 8 EPCI à fiscalité propre et le Département de l'Isère. Avec l'entrée en vigueur de la compétence GEMAPI, le SMABB porte pour le compte de ses membres, la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » sur l'ensemble du bassin versant. Le SMABB porte par ailleurs la mise en œuvre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Bourbre et la mise en œuvre d'outils contractuels en vue de la restauration des milieux et de la prévention des inondations (PAPI, Contrat unique, contrat vert et bleu, PAEC, etc...).

Dans un souci de cohérence, une procédure de modification statutaire unique, intégrant la prise de compétence GEMAPI et la fusion avec le SIM, a été menée par le SMABB.

Le syndicat issu de cette fusion constituerait un syndicat mixte ouvert à la carte régi par les dispositions des articles L.5721-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Sur la base de ces statuts, une labellisation EPAGE (Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux), établissement reconnu par la loi en vue d'assurer la prévention des inondations ainsi que la gestion des cours d'eau non domaniaux, sera demandée au Préfet coordonnateur de Bassin.

Le syndicat issu de la fusion serait substitué de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, dans son périmètre, aux anciens syndicats dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Le projet de périmètre du nouveau syndicat envisagé a été fixé par arrêté conjoint des représentants de l'Etat dans les départements concernés : Isère et Rhône. Cet arrêté préfectoral n° 38-2018-05-24-003 fixant un projet de périmètre en vue de la fusion des:

- Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Bourbre (SMABB)
- Syndicat Intercommunal des Marais de Bourgoin-Jallieu (SIM)

a été notifié à la commune de Rochetoirin le 07 juin 2018.

Il appartient au conseil municipal, compte tenu de ces éléments, de se prononcer sur le projet de périmètre du nouvel établissement issu de cette fusion.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Désapprouve** la fusion du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Bourbre (SMABB) et du Syndicat des Marais de Bourgoin-Jallieu (SIM) au sein d'un nouveau syndicat, l'Etablissement Public d'Aménagement du Bassin de la Bourbre – EPA2B ;
- **Désapprouve** le projet de périmètre du syndicat issu de cette fusion tel qu'arrêté par les Préfets de l'Isère et du Rhône ;
- **Désapprouve** le projet de statuts ;
- **Autorise** le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Objet : Service commun « Systèmes d'Information » (SI) de la communauté de communes les Vals du Dauphiné : adhésion de la commune

Madame le Maire rappelle l'intérêt manifesté par la Commune pour bénéficier des prestations du Service Systèmes d'informations de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné.

Conformément à l'article L5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territorial elle propose au conseil municipal d'adhérer au service Systèmes d'informations commun mis en place sur le territoire des Vals du Dauphiné. Il s'agit d'un service entièrement géré par la Communauté de communes, mis en commun avec notre commune selon une quotité définie par convention.

Le remboursement des frais de fonctionnement du service commun s'effectuerait sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement défini dans la convention.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, par 1 abstention et 10 voix pour :

- **Approuve** l'adhésion de la Commune au service commun Systèmes d'informations de la Communauté de communes.
- **Autorise** le Maire à signer, avec la Communauté de communes, la convention de service commun qui définit précisément les missions, les responsabilités et les modalités financières telle qu'annexée.

- **Autorise** le Maire à signer au nom et pour le compte de la commune toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'application de la présente délibération

Objet : Centre de gestion : adhésion à la mission expérimentale de médiation préalable obligatoire

La loi de modernisation de la justice du XXIème siècle du 18 novembre 2016 a prévu, jusqu'en novembre 2020, l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire dans certains contentieux qui intéressent la fonction publique. Pour la fonction publique territoriale, cette mission de médiation revient au Centre de gestion de l'Isère qui s'est positionné pour être médiateur auprès des collectivités et établissements du département et leurs agents.

Cette nouvelle mission, certes facultative pour les employeurs, présente de nombreux avantages. En effet, la médiation est plus rapide et moins coûteuse qu'une procédure contentieuse. Elle est aussi plus efficace car elle offre un cadre de résolution amiable des litiges et débouche sur une solution négociée, en amont d'un éventuel contentieux.

Pour les collectivités affiliées, le coût de ce service sera intégré à la cotisation additionnelle déjà versée par les employeurs. Pour les collectivités non affiliées, le coût est fixé à 50 euros par heure de présence du médiateur avec l'une ou l'autre des parties, ou les deux.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Approuve** la convention d'adhésion à la mission expérimentale de médiation préalable obligatoire avec le Centre de Gestion de l'Isère telle qu'annexée
- **Autorise** le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document de nature administrative technique ou financière nécessaire à la l'exécution de la présente délibération

Présents : Marie-Christine FRACHON, Joël RONDET, Anne DELEZENNE, Bernard DOIDY, Anne-Lise VERBRUGGEN, Alain DAVID, Véronique CHENAVIER, Raphaëlle ROSSI, Sandra MAUGER, Yann MOINE.

Excusés : Maurice VIAL (pouvoir à Bernard Doidy), Mickaël OUDOT (pouvoir à Marie-Christine Frachon), Hélène LAUSENAZ, Delphine BORELLA

Absent : Cédric BOURGEY.

Secrétaire de séance : Anne DELEZENNE.

Objet : Aménagement du carrefour Route de Montcarra- RD54/ Route de St Pierre-VC3 : consultation des entreprises et demande de subvention

Les travaux de sécurisation du carrefour entre la Route départementale n° 54 et le chemin communal n°3, n'ont pas pu être réalisés en raison d'une succession compliquée rendant finalement impossible l'acquisition par la commune des 30 m² de surface agricole nécessaires au projet.

Cette tranche de travaux est indispensable à la finalisation du programme d'aménagement de la traversée du village démarré en 2013.

Le bureau d'étude SEDic a actualisé le schéma en tenant compte de cette contrainte. Un nouveau projet a été étudié en concertation avec le service compétent de la Direction territoriale des Vals du Dauphiné.

Après avoir pris connaissance des devis et plans des travaux et délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Approuve** le projet présenté dont le montant estimatif des travaux s'élève à 50 243 € HT
- **Autorise** le maire à procéder à la consultation des entreprises en procédure adaptée
- **Sollicite** du Département l'attribution d'une aide financière au titre des aménagements de carrefours RD/VC
- **Autorise** le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document de nature administrative technique ou financière nécessaire à la l'exécution de la présente délibération

Objet : Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) : institution

Le maire explique que les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) peuvent, par délibération prise avant le 1^{er} juillet précédant celle de l'imposition, instaurer une taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) frappant les supports publicitaires dans les limites de leur territoire.

Elle s'applique à tous supports publicitaires fixes, extérieurs, visibles d'une voie publique, qui sont de 3 catégories :

- les dispositifs publicitaires,
- les enseignes,
- les préenseignes.

Sont exonérés de droit les dispositifs ou supports suivants :

- supports dédiés à l'affichage de publicités non commerciales,
- dispositifs concernant des spectacles,
- supports prescrits par une disposition légale ou réglementaire (panneaux électoraux par exemple) ou imposés par une convention signée avec l'État,
- localisation de professions réglementées (plaques de notaires, de médecins, etc.),
- panneaux de signalisation directionnelle apposés sur un immeuble ou installés sur un terrain et relatifs à une activité ou à un service qui y est proposé,
- panneaux d'information sur les horaires, moyens de paiement ou tarifs de l'activité exercée (à condition que la superficie cumulée du support soit inférieure ou égale à 1 m² pour les tarifs),
- enseignes de moins de 7 m² en surface cumulée, apposée sur un immeuble ou installées sur un terrain et relatives à une activité qui s'y exerce sauf délibération contraire de la collectivité

Le montant de la T.L.P.E. varie selon les caractéristiques des supports publicitaires et la taille de la collectivité (commune ou E.P.C.I.).

Les montants maximaux de base de la T.L.P.E., en fonction de la taille des collectivités, s'élèvent pour 2019 à :

communes et EPCI de moins de 50 000 habitants	15,70 € par m ² et par an
communes et EPCI entre 50 000 et 199 999 habitants	20,80 € par m ² et par an
communes et EPCI de 200 000 habitants et plus	31,40 € par m ² et par an
communes de moins de 50 000 habitants appartenant à un EPCI de 50 000 habitants et plus	20,80 € par m ² et par an
communes de 50 000 habitants et plus appartenant à un EPCI de 200 000 habitants et plus	31,40 € par m ² et par an

Ces tarifs maximaux de base font l'objet de coefficients multiplicateurs, en fonction du support publicitaire et de sa superficie :

Enseignes			Dispositifs publicitaires préenseignes (supports <u>non</u> numériques)		Dispositifs publicitaires préenseignes (supports numériques)	
superficie inférieure ou égale à 12 m ²	superficie supérieure à 12 m ² et inférieure ou égale à 50 m ²	superficie supérieure à 50 m ²	superficie inférieure ou égale à 50 m ²	superficie supérieure à 50 m ²	superficie inférieure ou égale à 50 m ²	superficie supérieure à 50 m ²
a* €	a x 2	a x 4	a* €	a x 2	a* x 3 = b €	b x 2

* a = tarif maximal de base

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2333-6 à L2333-16,

Considérant qu'il appartient aux collectivités de fixer par délibération les tarifs applicables sur leur territoire avant le 1^{er} juillet 2018 pour application au 1^{er} janvier 2019 et que la commune depuis le 1^{er} janvier 2017 fait partie d'un EPCI entre 50 000 et 199 999 habitants

Le conseil municipal, après avoir délibéré, par 4 voix contre, 3 abstentions et 5 voix pour :

- **Décide d'appliquer** sur le territoire communal la taxe locale sur la publicité extérieure sur les 3 catégories : les dispositifs publicitaires, les enseignes, les préenseignes.
- **Fixe** les tarifs (par m² et par an) de la T.L.P.E. comme suit :

Enseignes			Dispositifs publicitaires préenseignes (supports <u>non</u> numériques)		Dispositifs publicitaires préenseignes (supports numériques)	
superficie inférieure ou égale à 12 m ²	superficie supérieure à 12 m ² et inférieure ou égale à 50 m ²	superficie supérieure à 50 m ²	superficie inférieure ou égale à 50 m ²	superficie supérieure à 50 m ²	superficie inférieure ou égale à 50 m ²	superficie supérieure à 50 m ²
20,80 €	41,60 €	83,20 €	20,80 €	41,60 €	62,40 €	124,80 €

- **Fixe** les exonérations sur les dispositifs ou supports suivants :
 - supports dédiés à l’affichage de publicités non commerciales,
 - dispositifs concernant des spectacles,
 - supports prescrits par une disposition légale ou réglementaire (panneaux électoraux par exemple) ou imposés par une convention signée avec l'État,
 - localisation de professions réglementées (plaques de notaires, de médecins, etc.),
 - panneaux de signalisation directionnelle apposés sur un immeuble ou installés sur un terrain et relatifs à une activité ou à un service qui y est proposé,
 - panneaux d'information sur les horaires, moyens de paiement ou tarifs de l'activité exercée (à condition que la superficie cumulée du support soit inférieure ou égale à 1 m² pour les tarifs),
 - enseignes de moins de 7 m² en surface cumulée, apposée sur un immeuble ou installées sur un terrain et relatives à une activité qui s’y exerce

- **Autorise** le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document de nature administrative technique ou financière nécessaire à l’exécution de la présente délibération.

Objet : Subventions municipales : demande du Sou des écoles pour le séjour à St Andéol.

Du 02 au 04 mai dernier, 51 élèves des classes de CE2- CM1 et CM2 sont partis en voyage scolaire à Saint Andéol en Vercors. Le coût total du séjour par enfant s’élève pour le Sou des Ecoles à 183 €, 130 € restant à sa charge, déduction faite de la participation de la coopérative scolaire et de celle des parents.

Anne Delezenne, adjointe aux affaires périscolaires, propose au conseil municipal d’attribuer une subvention de 27 € par élève (idem en 2017) soit 1377 € au total.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l’unanimité :

- **Décide** d’attribuer une subvention de 1377 € au Sou des écoles de Rochetoirin pour le financement du voyage scolaire à St Andéol

- **Autorise** le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document nécessaire à l’exécution de la présente délibération.

Objet : Local de la boulangerie : actualisation du loyer

Le maire explique que le bail commercial de la boulangerie établit entre la commune et le propriétaire du fonds de commerce de la boulangerie prescrit la révision du loyer une fois par an à la date anniversaire du point de départ du bail, selon la variation de l’indice de référence des loyers commerciaux.

L'indice de base est celui du 4ème trimestre 2010, et l'indice de comparaison lors de chaque révision celui du même trimestre publié chaque année, soit 111,33, représentant une augmentation de 2,22 % sur un an.

Il est donc proposé au conseil municipal de fixer, à compter du 1er mai 2018, le montant du loyer mensuel de la boulangerie à 281,21 € (pour rappel, loyer n-1= 275,10 €).

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité:

- **Fixe** le montant du loyer mensuel de la boulangerie à 281,21 € à compter du 1er mai 2018, en application du bail commercial précité
- **Autorise** le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Objet : SICTOM : redevance spéciale : avenant pour l'année 2018

Le maire rappelle que la commune a signé le 12 avril 2010 une convention dite « redevance spéciale » avec le SICTOM de Morestel pour, d'une part la collecte des déchets assimilables aux ordures ménagères non recyclables, et d'autre part l'accès en déchèterie.

La redevance spéciale est calculée sur la base de la production des déchets réelle et hebdomadaire de la commune, multipliée par le coût réel de gestion fixé chaque année par le Sictom.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité:

- **Approuve** l'avenant à la convention redevance spéciale proposé par le Sictom de Morestel tel qu'annexé à la présente délibération, maintenant pour l'année 2018
 - o à 0,036 €le coût du service collecte par litre de déchets
 - o le mode de calcul de la redevance « déchèterie »
- **Autorise** le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Objet : Rhône Alpes Désinfection : contrat de dératisation

La Communauté de communes les Vals du Dauphiné a fait savoir qu'elle n'a pas souhaité continuer la prestation de dératisation des cours d'eau, stations d'épuration, abords extérieurs des abattoirs, déchèteries et canalisations d'eaux usées du territoire de l'ex Communauté de communes des Vallons de la Tour.

Afin de veiller à la salubrité, il est proposé au conseil municipal de conventionner directement avec Rhône Alpes Désinfection pour assurer la dératisation des 4 secteurs concernés jusqu'alors à Rochetoirin.

Le contrat de dératisation soumis à l'approbation du conseil municipal prévoit 4 passages annuels pour un montant de 240 €HT. Il entrera en vigueur le 30 juin 2018 et prendra fin le 31 décembre 2019.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **approuve** le contrat de dératisation proposé par Rhône Alpes Désinfection tel qu'annexé
- **autorise** le maire à signer au nom et pour le compte de la commune tout document de nature administrative technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération